



**BADEA**

Banque arabe  
pour le développement  
économique  
en Afrique



LE RÔLE DE LA BANQUE ARABE POUR  
LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE  
**DANS LE SOUTIEN À  
L'AUTONOMISATION DES  
FEMMES EN AFRIQUE**

# ENSEMBLE POUR AFRIQUE



## Clause de non-responsabilité :

Le présent rapport a été préparé par le personnel de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (la Banque). Il est précisé que l'ensemble des résultats, interprétations et conclusions qui y figurent ne reflètent pas nécessairement les opinions de la Banque, de son Conseil d'administration ou des gouvernements qu'ils représentent. La Banque ne garantit pas l'exactitude des données contenues dans ce rapport. En outre, les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur toute carte incluse dans le présent rapport ne traduisent aucune opinion de la Banque quant au statut juridique d'un territoire quelconque, ni ne constituent une reconnaissance ou une acceptation de ces frontières. Aucune disposition du présent rapport ne saurait être interprétée comme constituant une limitation ou une renonciation aux privilèges et immunités dont jouit la Banque, lesquels demeurent expressément réservés et intégralement maintenus.



# BADEA en Bref



## Création

La Banque arabe pour le développement économique en Afrique a été créée en vertu d'une décision du sixième Sommet arabe tenu à Alger le 28 novembre 1973. La Banque a commencé ses activités en mars 1975.



## Identité institutionnelle

La Banque est une institution financière appartenant à dix-huit États arabes membres de la Ligue des États arabes ayant signé son Accord de création le 18 février 1974. Elle constitue une institution internationale indépendante, dotée de la pleine personnalité juridique internationale et jouissant d'une totale autonomie dans les domaines administratif et financier. Elle est régie par les dispositions de son Accord de création et par les principes du droit international.



## Mandat

La Banque a été créée dans le but de renforcer la coopération économique, financière et technique entre les régions arabe et africaine et de concrétiser la solidarité arabo-africaine fondée sur les principes d'égalité et d'amitié. Afin d'atteindre cet objectif, la Banque a été chargée de ce qui suit :

- Participer au financement du développement économique dans les pays africains.
- Encourager la contribution des capitaux arabes au développement dans les pays africains
- Contribuer à fournir l'assistance technique nécessaire au développement de l'Afrique.



## Notre vision:

Être une plateforme de coopération économique arabo-africaine au service du développement.



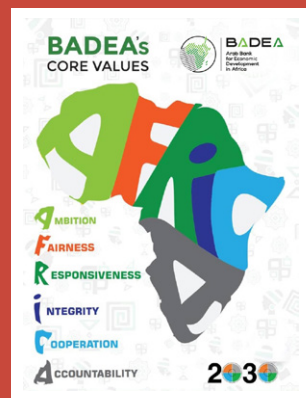
## Notre mission:

Promouvoir la coopération économique arabo-africaine à travers l'assistance financière, l'investissement et l'appui technique.



## Nos valeurs:

La Banque considère que le système de valeurs est étroitement lié au comportement institutionnel et qu'il se reflète dans le renforcement de ses relations avec ses clients et ses partenaires. Le système de valeurs de la Banque englobe tout ce qui concerne l'Afrique : l'ambition, l'équité, la réactivité, l'intégrité, la coopération et la responsabilité.



## Les quatre axes prioritaires de la Stratégie 2030 de la Banque



Investir dans les infrastructures afin de promouvoir l'inclusion, l'industrialisation et l'innovation



Développer la chaîne de valeur agricole pour l'autonomisation



Renforcer le commerce et développer le secteur privé afin de stimuler la croissance et créer des emplois

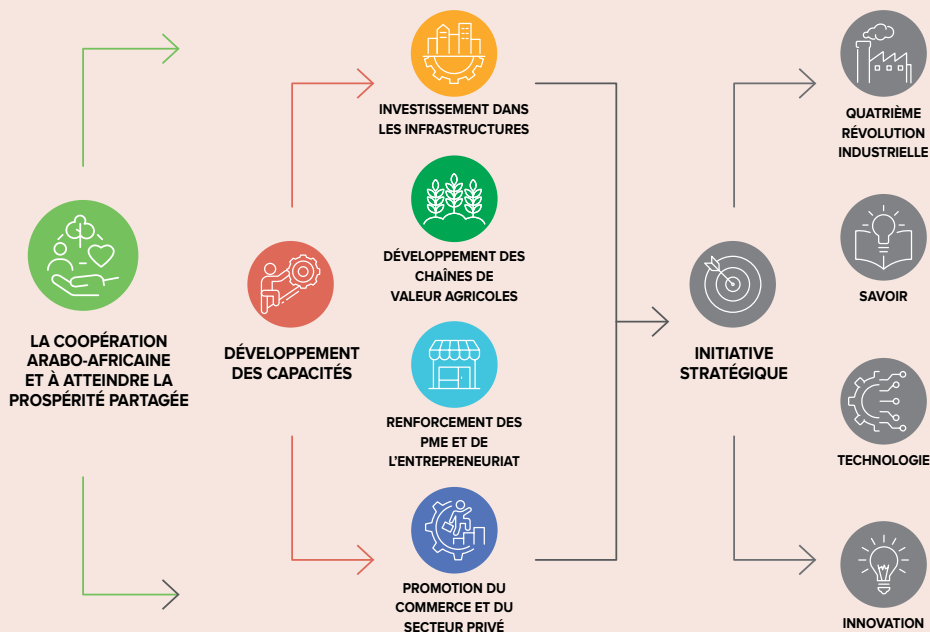


Développer les petites et moyennes entreprises et l'entrepreneuriat





**Le développement des capacités a été adopté comme facteur habilitant transversal pour l'ensemble des domaines prioritaires d'intervention**



## Cadre de mise en œuvre de la Stratégie 2030 de la Banque








## Total des transferts financiers aux pays africains (de 1975 à 2025)

| Type d'opération   | Nombre d'opérations | Volume du financement<br>(millions de dollars américains) |
|--|---------------------|---|
|  Projets de développement du secteur public | 777                 | 9 060   |
|  Opérations dans le secteur privé           | 77                  | 2 455   |
|  Opérations de financement du commerce      | 94                  | 6 729   |
|  Opérations de développement des capacités  | 1 023               | 266   |
| <b>TOTAL</b>   | <b>1 971</b>        | <b>18 510</b>   |



## Transferts financiers selon les domaines prioritaires de la stratégie :

| Domaine prioritaire de la stratégie  | Nombre d'opérations | Transferts financiers (millions de dollars américains) | %           |
|--|---------------------|--|-------------|
|  Investissement dans les infrastructures afin de promouvoir l'inclusion, l'industrialisation et l'innovation      | 466                 | 5 791  | 31%         |
|  Développement de la chaîne de valeur agricole pour l'autonomisation   | 270                 | 2 201  | 12%         |
|  Renforcement du commerce et développement du secteur privé afin de stimuler la croissance et créer des emplois | 171                 | 9 184  | 50%         |
|  Développement des petites et moyennes entreprises et de l'entrepreneuriat                                      | 41                  | 1 068  | 6%          |
|  Développement des capacités  | 1 023               | 266  | 1%          |
| <b>TOTAL</b>   | <b>1 971</b>        | <b>18 510</b>  | <b>100%</b> |



## Notation de crédit de la Banque



En 2025, l'agence internationale de notation Standard & Poor's a relevé la notation de la Banque arabe à AA+ avec perspective stable, plaçant ainsi la Banque parmi les institutions multilatérales de développement les mieux notées au monde, ce qui reflète le renforcement de ses fondamentaux financiers et sa résilience institutionnelle. L'Agence japonaise de notation de crédit (JCR) a également confirmé la notation de la Banque à AAA avec perspective stable, soutenue par la solidité de sa situation financière, ses pratiques prudentes de gestion des risques et le soutien solide de ses actionnaires. De son côté, Moody's a maintenu la notation de la Banque à Aa1 au cours de l'année, sans nouvelle action de notation, confirmant ainsi la robustesse de sa position de crédit.

Pris dans leur ensemble, les résultats de ces notations pour l'année 2025 confirment l'adéquation du capital de la Banque, la haute qualité de ses actifs et sa gestion rigoureuse de la liquidité. Ils mettent également en évidence la capacité accrue de la Banque à mobiliser des ressources à des conditions favorables, à élargir son accès aux marchés des capitaux et à orienter les investissements arabes vers des initiatives de développement transformationnelles à travers l'Afrique subsaharienne. La solidité de la position de crédit de la Banque arabe renforce sa réputation en tant que partenaire de développement fiable, solidement capitalisé et capable de fournir des financements efficaces et abordables dans l'ensemble de la région.

## Certifications ISO



En 2024, conformément à l'engagement de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique en matière de responsabilité sociale et à ses efforts soutenus pour réduire les impacts négatifs sur l'environnement et la société résultant de ses activités internes et des projets de développement qu'elle finance, la Banque a mené avec succès l'audit annuel de ses systèmes de qualité, de responsabilité sociale et de gouvernance d'entreprise.

La Banque a obtenu les certifications ISO 37000 (gouvernance d'entreprise) et ISO 26000 (responsabilité sociale), ainsi que la certification ISO 14001 (management environnemental), ce qui atteste de son engagement en faveur des normes de durabilité et de la protection de l'environnement. Elle a également renouvelé ses certifications ISO 9001 (management de la qualité), ISO/IEC 20000-1 (management des services des technologies de l'information) et ISO/IEC 27001 (management de la sécurité de l'information), avec des recommandations visant à mettre à jour ces certifications vers leurs versions les plus récentes et à en étendre le champ d'application à d'autres départements de la Banque.



# INTRODUCTION

Les femmes et les filles représentent la moitié de la population mondiale, soit la moitié du potentiel de l'humanité. Pourtant, les inégalités entre les sexes persistent au niveau international, ce qui freine le progrès social et économique. Des écarts importants subsistent notamment en matière d'accès aux services de santé, à l'éducation et à d'autres ressources ou services essentiels, en particulier pour les femmes. Des interventions de développement sont nécessaires pour remédier aux différentes formes d'inégalités dans les sphères privée et publique, à travers des mécanismes formels et informels.

Les femmes africaines contribuent de manière significative à l'économie du continent et sont plus actives économiquement, en tant qu'agricultrices et entrepreneures, que les femmes dans toute autre région du monde. Elles produisent la majorité des denrées alimentaires en Afrique et possèdent environ un tiers des entreprises existantes.

Cependant, les femmes africaines sont confrontées à de nombreuses contraintes qui entravent la réalisation de leur plein potentiel, que ce soit en tant que dirigeantes dans la vie publique, dans les instances de décision ou dans le développement de leurs activités économiques. Cela limite également le potentiel économique du continent. Les femmes africaines consacrent une grande partie de leur temps à des activités non productives, telles que la collecte de l'eau et du bois de chauffage. Bien qu'elles travaillent en moyenne 50 % d'heures de plus que les hommes, l'écart salarial entre les hommes et les femmes demeure très important.

1. Gender Equality Index – African Development Bank



Les études montrent que les femmes assument une part disproportionnée des tâches domestiques non rémunérées. Elles consacrent une à trois heures de plus par jour que les hommes aux travaux ménagers, deux à dix fois plus de temps aux soins apportés aux enfants, aux personnes âgées et aux malades, et disposent d'une à quatre heures de moins par jour pour des activités génératrices de revenus. Le temps consacré à ces tâches non rémunérées a un impact direct et négatif sur la participation des femmes au marché du travail et sur leur capacité à renforcer leur autonomie économique. En Afrique, les femmes passent ainsi une grande partie de leur temps dans des activités telles que la collecte de l'eau et du bois de chauffage. Les importantes disparités entre les opportunités offertes aux hommes et aux femmes constituent un défi majeur et un obstacle significatif à la transformation économique et sociale structurelle recherchée par tous les pays africains.

Selon les études du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), il existe quatre grandes "voies" susceptibles d'influencer efficacement les orientations des politiques et des programmes afin d'accélérer l'égalité entre les sexes, d'intégrer pleinement la dimension de genre dans l'agenda plus large du développement humain et de contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable ainsi qu'aux aspirations de l'Agenda 2063 de l'Afrique.

**Voie 1 :** Elle souligne l'importance de l'adoption de réformes juridiques, de politiques et de réglementations visant à promouvoir l'autonomisation des femmes par l'élaboration et la mise en œuvre d'un ensemble de lois, règlements, politiques et programmes garantissant l'égalité des chances pour tous, indépendamment du sexe.

**Voie 2 :** Elle vise à renforcer les capacités nationales afin d'accroître la participation et le leadership des femmes dans la prise de décision au sein du foyer, de l'économie et de la société. Cela peut contribuer à traiter les facteurs qui favorisent l'exclusion sociale et économique, la pauvreté et les inégalités dans l'économie, les marchés et la société. L'objectif est également d'influencer les institutions publiques et privées ainsi que les organisations de la société civile afin qu'elles s'engagent à mettre en œuvre les normes du Sceau pour l'égalité des sexes du PNUD, afin d'obtenir des résultats transformateurs en matière d'égalité entre les sexes en Afrique.

**Voie 3 :** Elle vise à renforcer la capacité à mettre en œuvre une approche multisectorielle pour atténuer les effets des pratiques discriminatoires dans les domaines de la santé et de l'éducation, ce qui peut favoriser la coopération entre les ministères, ainsi qu'avec le secteur privé et la société civile.



2. Unpaid Care Work: The missing link in the analysis of gender gaps in labour outcomes OECD Development Centre, December 2014
3. UNDP Gender Equality Strategy 2022-2025





**Voie 4** : Elle consiste à soutenir les femmes dans l'acquisition et la gestion des actifs économiques et environnementaux, ce qui peut contribuer à lutter contre les causes de l'exclusion sociale et économique, de la pauvreté et des inégalités. Cela implique notamment la création d'une banque d'investissement pour les femmes africaines et le développement de secteurs d'investissement destinés aux femmes au sein des banques de développement.

La sixième aspiration des sept aspirations africaines de l'Agenda 2063 met l'accent sur la construction d'une Afrique portée par ses peuples, s'appuyant sur le potentiel de sa population, en particulier les femmes et les jeunes. L'objectif est de bâtir une Afrique inclusive où aucun enfant, aucune femme et aucun homme ne sera laissé de côté ou exclu, en raison du sexe, de l'appartenance politique, de la religion, de l'origine ethnique, de la localisation géographique, de l'âge ou d'autres facteurs.

Par ailleurs, l'Union africaine a adopté la Stratégie pour l'égalité entre les sexes (2018-2027), destinée à regrouper et harmoniser les engagements et initiatives existants visant à promouvoir l'égalité entre les sexes, en cohérence avec l'Agenda 2063 et les Objectifs de développement durable. Cette stratégie envisage une Afrique dans laquelle les femmes, les filles, les garçons et les hommes disposent d'une voix, de choix et d'un contrôle équitables sur leur vie.

Les recherches montrent également que les femmes contribuent de manière significative à l'économie africaine. Elles sont particulièrement actives en tant qu'entrepreneures et agricultrices, davantage

que dans d'autres régions du monde. Les études indiquent qu'environ un tiers des entreprises en Afrique appartiennent à des femmes. Les données montrent également que les femmes jouent un rôle essentiel dans la durabilité et le développement, car elles sont souvent plus conscientes des enjeux critiques liés aux communautés et à l'environnement. Par conséquent, l'autonomisation des femmes a un impact positif croissant sur les familles, les communautés, les économies et l'environnement.

Les pays d'Afrique subsaharienne passent progressivement d'économies moins développées à des économies à revenu intermédiaire. Le principal défi consiste à libérer pleinement le potentiel des femmes et des jeunes. L'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles est essentielle pour accélérer le développement durable. Il est démontré que l'autonomisation des femmes et des filles produit un effet multiplicateur et contribue à stimuler la croissance économique et le développement dans tous les secteurs.

La technologie, en particulier Internet, est appelée à transformer profondément la situation de cette catégorie souvent marginalisée. En réalité, les solutions et projets communautaires jouent déjà un rôle important dans la transformation de l'avenir des communautés rurales. Les solutions de développement pour ces communautés doivent être fondées sur une approche ascendante, ancrée dans les réalités locales, plutôt que sur une approche hiérarchique traditionnelle descendante reposant uniquement sur les structures du secteur public ou les grandes entreprises du secteur privé.



En conséquence, les efforts déployés en Afrique pour promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes ont conduit à l'émergence d'entrepreneures et de start-up dirigées par des femmes sur le continent. L'Afrique subsaharienne, en particulier, affiche le taux le plus élevé au monde de participation des femmes aux activités entrepreneuriales, avec 26 %, selon l'indice Mastercard des femmes entrepreneurs. Des pays tels que le Botswana, l'Afrique du Sud et le Ghana figurent parmi ceux qui comptent la proportion la plus élevée de femmes entrepreneurs à l'échelle mondiale.

L'indice montre que ces pays ne disposent pas seulement d'une forte proportion d'entreprises détenues par des femmes, mais qu'ils apportent également un soutien officiel à l'entrepreneuriat féminin. Selon le Forum économique mondial, les femmes représentent environ 58 % des travailleurs indépendants en Afrique et contribuent à hauteur d'environ 13 % du produit intérieur brut (PIB) du continent.

Ces constats ont des implications importantes. Les start-up dirigées par des femmes, en Afrique comme ailleurs, ne sont pas seulement rentables - parfois même davantage que celles dirigées par des hommes - mais elles sont également plus susceptibles de favoriser l'autonomisation des femmes et de produire un impact

social positif sur le continent. Toutefois, l'écart entre les sexes en Afrique risque de persister dans un avenir proche, compte tenu des nombreux défis auxquels les femmes entrepreneurs sont confrontées, notamment en matière de financement de leurs activités.

Selon la Banque mondiale, les femmes entrepreneurs en Afrique subsaharienne continuent de percevoir des revenus inférieurs à ceux des hommes, en moyenne 34 % de moins. La discrimination fondée sur le genre constitue l'une des causes de cet écart. Parmi les autres facteurs figurent l'accès limité au capital et aux actifs, l'absence de réseaux de soutien ainsi que des contraintes sociales et des facteurs d'auto-limitation.

Dans ce contexte, l'agenda de la Banque vise à contribuer à la promotion de l'égalité entre les sexes et à tirer parti de son rôle d'institution financière de développement pour réduire l'écart entre les hommes et les femmes. Une composante essentielle de cet agenda consiste à mobiliser l'assistance technique, notamment par l'octroi de subventions, afin de soutenir les pays africains, en mettant l'accent sur les programmes de formation destinés à l'autonomisation des femmes, ainsi que sur le développement des services financiers et le soutien aux entreprises détenues par des femmes.



# CONTRIBUTION DE LA BANQUE ARABE POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE AU FINANCEMENT DES PROJETS D'AUTONOMISATION DES FEMMES

Tout en fournissant des financements aux projets destinés aux femmes, aux jeunes et à l'entrepreneuriat, la Banque veille également à exercer la diligence requise afin de s'assurer que l'ensemble des projets :

- Répondent aux besoins réels du pays cible et des bénéficiaires ;
- Soient bien conçus, préparés et prêts à être mis en œuvre, avec une orientation claire vers les résultats et les impacts ;
- Reposent sur les meilleures pratiques et l'application de technologies nouvelles ;
- Prennent en compte les besoins en matière de développement des capacités et de renforcement institutionnel ;
- Satisfassent à toutes les exigences de durabilité ;
- S'inscrivent dans une approche intégrée reliant les femmes, les jeunes et l'entrepreneuriat afin de maximiser le niveau d'activité économique ;
- Favorisent le transfert des connaissances et l'innovation ;
- Contribuent au renforcement du partenariat arabo-africain.



La Banque contribue à l'autonomisation des femmes en élargissant le financement dans les secteurs suivants :



### Secteur de l'éducation

L'éducation joue un rôle déterminant dans l'autonomisation des femmes, en influençant différents aspects de leur vie ainsi que celle de la société dans son ensemble. Parmi les principaux effets de l'éducation sur l'autonomisation des femmes figurent :

**Autonomisation économique :** L'éducation fournit aux femmes les compétences et les connaissances nécessaires pour accéder au marché du travail, augmentant ainsi leur potentiel de revenu et leur contribution à la croissance économique. Les femmes instruites ont davantage de chances d'occuper des emplois mieux rémunérés, de créer leurs propres entreprises et de participer aux décisions financières au sein de leurs ménages.

**Autonomisation sociale :** L'éducation aide les femmes à développer la pensée critique, les capacités de communication et les compétences en leadership, leur permettant ainsi de participer plus activement aux sphères sociales et politiques. Les femmes instruites sont davantage susceptibles de participer aux initiatives de développement communautaire, de défendre leurs droits et de remettre en question les normes et stéréotypes traditionnels liés au genre.

**Pouvoir de décision :** L'éducation accroît l'autonomie et la capacité de décision des femmes au sein de la famille et de la société. Les femmes instruites sont plus enclines à participer aux décisions relatives à la planification familiale, à l'éducation des enfants et aux affaires du ménage, ce qui conduit à des résultats plus équitables et durables pour elles-mêmes et pour leurs familles.

**Réduction des inégalités entre les sexes :** L'éducation constitue un outil puissant pour remettre en cause et réduire les inégalités entre les sexes. En garantissant aux femmes un accès égal à l'éducation, les sociétés peuvent lever les obstacles au progrès et promouvoir l'égalité entre les sexes dans divers domaines, notamment la politique, l'économie et les dynamiques sociales.

D'une manière générale, l'éducation constitue un levier fondamental permettant aux femmes de réaliser pleinement leur potentiel, de participer plus activement à la société et de contribuer à un changement positif aux niveaux individuel et communautaire.

Le montant total des prêts et des dons accordés par la Banque aux pays africains bénéficiaires pour financer le secteur de l'éducation depuis 1975 s'élève à environ 529 millions de dollars américains, ayant contribué au financement de 57 projets.



### Secteur de la santé

Les services de santé jouent un rôle essentiel dans l'autonomisation des femmes de plusieurs manières :

**Amélioration des résultats sanitaires :** L'accès à des services de santé de qualité améliore la santé générale et le bien-être des femmes. Les examens médicaux réguliers, la vaccination et l'accès aux soins maternels contribuent à réduire les risques de maladies et de mortalité, ce qui améliore l'état de santé des femmes.

**Santé reproductive :** L'accès aux services de santé reproductive, y compris la planification familiale, les soins prénatals et les accouchements sûrs, permet aux femmes de prendre des décisions éclairées concernant leur santé reproductive. Il leur permet également de planifier les grossesses, d'espacer les naissances et d'accéder aux moyens de contraception, ce qui améliore la santé maternelle et infantile.

**Réduction des écarts entre les sexes :** En répondant aux besoins spécifiques de santé des femmes et en garantissant un accès équitable aux services de santé, il est possible de réduire les disparités entre les sexes en matière de résultats sanitaires. Cela contribue à promouvoir l'égalité entre les sexes et à renforcer l'autonomisation des femmes en leur garantissant les mêmes possibilités de mener une vie saine et productive.

D'une manière générale, les services de santé jouent un rôle déterminant dans l'autonomisation des femmes en améliorant leur état de santé, en favorisant l'éducation et la sensibilisation, en facilitant la participation économique, en réduisant les inégalités entre les sexes et en renforçant leur capacité d'action et leur leadership au sein de la communauté. L'investissement dans la santé des femmes n'est pas seulement une question de justice sociale, mais constitue également un élément essentiel des efforts de développement durable et de promotion de l'autonomisation des femmes.

Le montant total des prêts et dons accordés par la Banque aux pays africains bénéficiaires pour financer le secteur de la santé depuis 1975 s'élève à environ 473 millions de dollars américains, ayant contribué au financement de 49 projets.



### Développement des petites et moyennes entreprises

Le développement des petites et moyennes entreprises peut avoir un impact significatif sur l'autonomisation des femmes de plusieurs façons :



**Opportunités entrepreneuriales** : Le développement des PME crée des opportunités pour les femmes de devenir entrepreneures et propriétaires d'entreprises. En créant leurs propres activités, les femmes acquièrent une indépendance économique et exercent un contrôle accru sur leurs ressources financières, ce qui renforce leur autonomisation.

**Génération de revenus** : Les femmes engagées dans les petites et moyennes entreprises peuvent générer des revenus pour elles-mêmes et pour leurs familles, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté et à la stabilité économique. Cette indépendance financière renforce également leur capacité de décision au sein de leurs ménages et de leurs communautés, ce qui contribue à leur autonomisation.

**Développement des compétences** : Le développement des petites et moyennes entreprises s'accompagne souvent de programmes de formation et de renforcement des capacités destinés aux entrepreneurs. Les femmes qui participent à ces programmes acquièrent des compétences précieuses dans des domaines tels que la gestion d'entreprise, le marketing et la finance, ce qui améliore leur employabilité et leur permet d'assumer des rôles de leadership au sein de leurs entreprises.

**Accès aux marchés** : Les initiatives de développement des petites et moyennes entreprises peuvent faciliter l'accès des femmes aux marchés locaux et internationaux pour leurs produits et services. Cet accès crée des opportunités pour les femmes d'élargir leurs activités, d'augmenter leurs revenus et de participer plus activement aux réseaux commerciaux, renforçant ainsi leur autonomisation.

**Réseautage et coopération** : La participation aux initiatives de développement des PME offre aux femmes des possibilités de réseautage et de coopération avec d'autres entrepreneurs, des mentors et des organisations de soutien. Ces réseaux peuvent fournir des ressources précieuses, des conseils et un accompagnement, aidant les femmes à surmonter les difficultés et à atteindre leurs objectifs commerciaux.

**Développement communautaire** : Les petites et moyennes entreprises détenues par des femmes contribuent souvent au développement des communautés en créant des emplois, en soutenant les chaînes d'approvisionnement locales et en investissant dans des initiatives sociales. À travers leurs activités, les femmes peuvent également répondre à des enjeux sociaux et environnementaux, promouvoir le développement durable et contribuer au bien-être général de leurs communautés.

De manière générale, le développement des petites et moyennes entreprises peut constituer un levier puissant pour l'autonomisation des femmes, en offrant des opportunités entrepreneuriales, en générant des revenus, en renforçant les compétences, en facilitant l'accès aux marchés, en encourageant le réseautage

et la coopération, en remettant en question les normes de genre et en contribuant au développement communautaire. À ce titre, le soutien et l'investissement dans les PME détenues par des femmes sont essentiels pour promouvoir l'égalité entre les sexes et le développement durable.

Le montant total des prêts et des dons accordés par la Banque arabe pour le développement économique en Afrique aux pays africains bénéficiaires pour financer le secteur des petites et moyennes entreprises depuis 1975 s'élève à environ 1 068 millions de dollars américains, ayant contribué au financement de 41 projets.



## Développement rural

Les initiatives de développement rural peuvent avoir un impact profond sur l'autonomisation des femmes de plusieurs manières :

**Accès à l'éducation** : Les projets de développement rural incluent souvent des initiatives visant à améliorer les infrastructures éducatives et à accroître l'accès des filles à l'éducation. Lorsque les filles reçoivent une éducation, elles acquièrent davantage de connaissances, de compétences et de confiance, éléments essentiels à leur autonomisation.

**Opportunités économiques** : Les programmes de développement rural peuvent créer des opportunités permettant aux femmes de participer à des activités génératrices de revenus telles que l'agriculture, l'élevage, l'artisanat et les petites entreprises. En participant à ces activités économiques, les femmes peuvent contribuer au revenu du ménage, accéder à l'indépendance financière et renforcer leur pouvoir de décision au sein de leur famille.

**Accès aux ressources** : Les projets de développement rural peuvent offrir aux femmes un meilleur accès aux ressources telles que la terre, l'eau, le crédit et la technologie. L'accès à ces ressources permet aux femmes de participer plus activement aux activités agricoles et économiques, ce qui se traduit par une augmentation de la productivité et une amélioration des moyens de subsistance.

**Égalité entre les sexes** : Les initiatives de développement rural qui favorisent l'égalité entre les sexes et les droits des femmes contribuent à leur autonomisation en remettant en cause les normes et pratiques sociales discriminatoires. En promouvant l'égalité des chances entre les hommes et les femmes dans les domaines de l'éducation, de l'emploi et de la prise de décision, ces projets renforcent une société plus inclusive et équitable.

**Durabilité environnementale** : De nombreuses initiatives de développement rural mettent l'accent sur la gestion durable des ressources naturelles et la protection de l'environnement. Les femmes jouent



souvent un rôle crucial dans ces efforts, étant les principales utilisatrices de ressources naturelles telles que la terre, l'eau et les forêts. En associant les femmes aux activités de préservation de l'environnement, les projets de développement rural contribuent à renforcer leur autonomisation et à promouvoir la durabilité des moyens de subsistance en milieu rural.

D'une manière générale, les initiatives de développement rural peuvent contribuer de manière significative à l'autonomisation des femmes en améliorant l'accès à l'éducation, aux opportunités

économiques, aux ressources, aux services de santé, aux infrastructures, à la participation sociale, à l'égalité entre les sexes et à la durabilité environnementale. Les efforts visant à autonomiser les femmes rurales sont essentiels pour parvenir à un développement inclusif et durable dans les zones rurales et au-delà.

Le montant total des prêts et des dons accordés par la Banque arabe pour le développement économique en Afrique aux pays africains bénéficiaires pour financer le secteur du développement rural depuis 1975 s'élève à environ 985 millions de dollars américains, ayant contribué au financement de 120 projets.



**Projet d'autonomisation des femmes rurales au Sénégal**



### Opérations d'assistance technique et de renforcement des capacités

La Banque arabe pour le développement économique en Afrique a contribué à l'autonomisation des femmes à travers des opérations d'assistance technique et de renforcement des capacités sous forme de

subventions non remboursables, destinées à soutenir des programmes de formation, l'appui institutionnel, des projets pilotes et des études de faisabilité.

Dans ce cadre, la Banque a participé, en coopération avec plusieurs institutions partenaires - notamment ISECO, AOAD, UNIDO, ACBF, UNITAR, ICBA, IFAD, IsDB et CAWTHAR - à la mise en œuvre d'un certain nombre d'initiatives visant à promouvoir l'autonomisation des femmes dans différentes régions d'Afrique.









**Si les femmes agricultrices avaient le même accès aux outils et au crédit, il y aurait jusqu'à 150 millions de personnes souffrant de la faim en moins**



# MISE EN LUMIÈRE

## Projet de développement des infrastructures scolaires pour améliorer l'équité et la qualité de l'éducation – Niger – 50 millions de dollars américains



| Indicateur de résultat  | Résultats obtenus   |
|---|---|
|  Salles de classe construites                                  | 2400  |
|  Internats / logements scolaires construits                    | De 100 à 28 000 lits                                      |
|  Taux de scolarisation des filles dans l'enseignement primaire | De 47.3 % en 2022 à 63.8 % en 2030                        |
|  Personnel éducatif formé                                      | 700   |
|  Augmentation des inscriptions dans l'enseignement primaire    | 80.000  |
|  Capacité moyenne des classes                                  | De 60 élèves par classe en 2022 à 40 en 2030              |
|  Taux d'abandon scolaire des filles en sixième année           | De 15 % en 2022 à 2 % en 2030                             |
|  Taux d'inscription des filles dans l'enseignement secondaire  | De 41 % en 2022 à 59 % en 2030 (objectif de 50 % et plus) |



Le projet s'inscrit dans le cadre du Programme de développement économique et social de l'État pour la période 2022-2026, ainsi que du programme présidentiel visant à remplacer les salles de classe provisoires en paille par des salles de classe permanentes. Ces nouvelles salles ont été construites avec des matériaux durables, dans le but d'améliorer la qualité de l'enseignement primaire et secondaire et d'offrir un accès à l'éducation ainsi qu'un abri aux filles des zones rurales.

Le projet vise spécifiquement à améliorer les conditions et la qualité de l'éducation en construisant de nouvelles salles de classe conformes aux normes modernes et de nouveaux logements pour accueillir les filles dans les zones rurales, ainsi qu'en fournissant des installations administratives, sanitaires et de sécurité aux établissements d'enseignement.

## Mise en lumière :

### Projet

## Projet de construction et d'équipement des hôpitaux de la région de Mecanhélas et Ngoma - Mozambique - 21,4 millions de dollars américains

Pays



Mozambique

### Indicateur de résultat

### Résultats obtenus



Surface construite neuve (m<sup>2</sup>)

11 300



Nouveaux lits d'hôpital (nombre)

250



Le projet vise globalement à contribuer à la mise en œuvre de la politique nationale de santé, qui cherche à faciliter l'accès aux soins de santé secondaires dans les différentes régions du pays, ce qui devrait conduire à une réduction des taux de morbidité, d'incapacité et de mortalité.

Plus spécifiquement, le projet vise à fournir des services médicaux dans les zones de Mecanhelas et Ngauma, dans la province de Niassa, afin d'élargir et d'améliorer la couverture des services de santé et de générer des retombées économiques et sociales positives pour les patients, le personnel, les entreprises ainsi que pour les secteurs de la santé et de l'économie. Il contribuera également au renforcement du système de santé et de ses mécanismes de soutien, avec un accent particulier sur le programme de soins de santé primaires visant à atteindre la couverture sanitaire universelle, grâce à l'amélioration de l'adéquation des infrastructures sanitaires et des services logistiques dans les hôpitaux concernés par le projet.

Le projet contribuera à améliorer l'efficacité des services de santé dans plusieurs domaines, notamment : la gynécologie et l'obstétrique, l'oto-rhino-laryngologie, les soins dentaires, les maladies dermatologiques, les maladies du système digestif et du système respiratoire, la pédiatrie, les programmes de vaccination périodique, les maladies ophtalmologiques, les programmes de planification familiale ainsi que la lutte contre les maladies épidémiques et chroniques. L'un des objectifs majeurs du projet consiste également à réduire les taux élevés de mortalité, en particulier parmi les femmes enceintes et les nouveau-nés, en raison des faiblesses du système de santé.

Le projet est financé par un budget total d'environ 21,4 millions de dollars américains, avec une contribution de la Banque.

## Mise en lumière :

### Projet

**La Banque arabe pour le développement économique en Afrique et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche lancent une initiative de formation visant à développer des moyens de subsistance résilients au changement climatique pour les femmes et les jeunes en Tanzanie, en Zambie et au Zimbabwe**

### Pays



Tanzanie



Zambie



Zimbabwe



(23 juin 2022, Genève, Suisse) - L'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) ont lancé une nouvelle initiative visant à soutenir le développement de moyens de subsistance résilients au changement climatique en Tanzanie, en Zambie et au Zimbabwe, lors d'une réunion bilatérale tenue à Genève entre le Directeur général de la Banque, M. Sidi Ould Tah, et le Directeur exécutif de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, M. Nikhil Seth. Cette nouvelle initiative se concentrera sur les femmes et les jeunes des trois pays d'Afrique subsaharienne, qui font actuellement face à des défis similaires en matière de renforcement des chaînes de valeur des moyens de subsistance durables et résilients au climat.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des mesures urgentes prises par l'UNITAR et la BADEA afin de soutenir la relance de l'Afrique après la pandémie de COVID-19, ainsi que face à la crise énergétique actuelle, qui a entraîné des répercussions sociales et économiques dévastatrices sur les communautés vulnérables, tandis que les gouvernements s'efforcent de trouver les réponses les plus efficaces à la montée du chômage, à l'insécurité alimentaire et au ralentissement économique.

La Banque soutient les besoins prioritaires des gouvernements de la région dans divers secteurs, avec un accent particulier sur l'agriculture et le renforcement des opportunités de moyens de subsistance à travers le développement des petites et moyennes entreprises. L'objectif global est d'inspirer et d'autonomiser les femmes et les jeunes afin qu'ils puissent relever les principaux défis sociaux, économiques et environnementaux auxquels leurs communautés sont confrontées, grâce à des programmes de moyens de subsistance et d'entrepreneuriat résilients au changement climatique.

## Mise en lumière :

### Projet

## Appel de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique et de l'organisation CISANET à l'autonomisation des femmes dans le secteur agricole



Cet appel s'inscrit dans un contexte où 70 % des agriculteurs sont des femmes. Dans le cadre du partenariat entre la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) visant à promouvoir l'autonomisation des femmes dans l'agriculture en Afrique, l'organisation CISANET (Civil Society Agriculture Network) a organisé un forum de plaidoyer sur les politiques agricoles à Lilongwe.

(23 juin 2022, Genève, Suisse) – L'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) ont également lancé une nouvelle initiative visant à soutenir le développement de moyens de subsistance résilients au changement climatique en Tanzanie, en Zambie et au Zimbabwe, à l'occasion d'une réunion bilatérale tenue à Genève entre le Président de la Banque, M. Sidi Ould Tah, et le Directeur exécutif de l'UNITAR, M. Nikhil Seth. Cette initiative ciblera principalement les femmes et les jeunes de ces trois pays d'Afrique subsaharienne, qui sont actuellement confrontés à des défis similaires liés au renforcement des chaînes de valeur des moyens de subsistance durables et résilients au changement climatique.

L'initiative s'inscrit dans le cadre des mesures urgentes prises par l'UNITAR et la BADEA pour soutenir la relance de l'Afrique après la pandémie de COVID-19, ainsi que pour faire face à la crise énergétique actuelle, qui a provoqué de graves répercussions sociales et économiques sur les communautés vulnérables, alors que les gouvernements cherchent les réponses les plus efficaces à la montée du chômage, à l'insécurité alimentaire et au ralentissement économique.

La Banque soutient les besoins prioritaires des gouvernements de la région dans divers secteurs, avec un accent particulier sur l'agriculture et le renforcement des moyens de subsistance à travers le développement des petites et moyennes entreprises. L'objectif général est d'inspirer et d'autonomiser les femmes et les jeunes afin qu'ils puissent relever les principaux défis sociaux, économiques et environnementaux au sein de leurs communautés, à travers des programmes de moyens de subsistance et d'entrepreneuriat résilients au changement climatique.

## Mise en lumière :

### Projet

## Le Fonds d'impact pour les femmes africaines obtient 50 millions de dollars américains pour promouvoir un environnement d'investissement inclusif



La Commission économique pour l'Afrique, en partenariat avec le Groupe Standard Bank, avec le soutien de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique et de la Commission de l'Union africaine, a annoncé la première clôture du Fonds d'impact pour les femmes africaines (AWIF) pour un montant de 50 millions de dollars américains. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des mesures urgentes prises pour soutenir la relance de l'Afrique après la pandémie de COVID-19, ainsi que pour faire face à la crise énergétique actuelle, qui a entraîné des conséquences sociales et économiques importantes pour les communautés vulnérables, alors que les gouvernements cherchent les réponses les plus efficaces face à la hausse du chômage, à l'insécurité alimentaire et au ralentissement économique.

Le Fonds d'impact pour les femmes africaines est une initiative de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) mise en œuvre en collaboration avec plusieurs partenaires, notamment ONU Femmes, le Bureau de l'Envoyée spéciale pour les femmes, la paix et la sécurité de la Commission de l'Union africaine, ainsi que le Réseau de leadership des femmes africaines. Le fonds a été mis en place en coopération avec le Groupe Standard Bank en tant que partenaire principal, MEDA Advisors en tant que conseiller stratégique principal, et RisCura en tant que gestionnaire d'investissement et fournisseur de services de développement et d'appui aux gestionnaires.

Les ressources du fonds permettront de fournir des capitaux aux propriétaires et gestionnaires de fonds féminins dans différentes classes d'actifs et dans diverses régions d'Afrique. À cet égard, Dr Sidi Ould Tah, Président de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, a déclaré : « Je suis convaincu que ce fonds permettra d'accélérer la mobilisation de ressources et l'allocation de capitaux par des gestionnaires de fonds féminins à un niveau transformateur. Grâce à des initiatives qui brisent les barrières comme celle-ci, nous pouvons ensemble créer un environnement d'investissement durable et évolutif qui favorise une croissance inclusive pour tous ceux qui vivent en Afrique. »

Par ailleurs, cette initiative permettra au Fonds pour les femmes africaines de franchir une étape importante dans la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations Unies, notamment l'ODD 5 (égalité entre les sexes) et l'ODD 8 (travail décent et croissance économique), ainsi que des objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

## Mise en lumière :

### Projet

#### Conférence arabo-africaine des femmes d'affaires et des professions



La Conférence arabo-africaine des femmes d'affaires et des professions, organisée par la Banque arabe pour le développement économique en Afrique en coordination avec le Conseil des femmes d'affaires arabes, s'inscrit dans la reconnaissance du rôle essentiel que jouent les femmes d'affaires arabes et africaines dans la contribution au développement économique et social. Elle vise également à offrir aux femmes des opportunités leur permettant de participer au processus de prise de décision, dans l'objectif de renforcer la coopération mutuelle et la gestion des affaires.

La conférence met l'accent sur l'encouragement des partenariats entre les femmes d'affaires arabes et africaines dans les domaines du commerce, de la formation et de l'échange d'expériences et d'opinions en matière de gestion des entreprises. Elle vise également à promouvoir le développement des femmes d'affaires dans les deux régions, en s'attaquant aux obstacles juridiques et réglementaires qui entravent la participation des femmes dans les secteurs économiques et d'investissement, tout en fournissant les formations nécessaires.

Une étude de cas sur le développement de l'entrepreneuriat féminin en milieu rural, réalisée par l'organisation WOFAN-Nigeria et présentée lors du Forum des femmes d'affaires arabo-africaines, a mis en évidence l'importance des femmes et de leurs compétences inexploitées. Cette initiative a conduit à la création d'un réseau fonctionnel regroupant plus de 250 coopératives féminines dans le nord du Nigeria, visant à renforcer l'acquisition de compétences et le développement de projets pour les femmes rurales, afin d'accroître leur capacité à participer à la population active et de leur permettre de développer leurs compétences en gestion d'entreprise, marketing et leadership.

## Mise en lumière :

### Projet

### Soutien aux projets générateurs de revenus pour les femmes au Sénégal

Pays



Sénégal



La Banque arabe pour le développement économique en Afrique a établi un partenariat avec la Banque islamique de développement, le Centre CAWTAR et l'Association de l'Afrique de l'Ouest afin de mettre en œuvre, en 2015, un programme de renforcement des capacités dans les zones rurales du Sénégal -Kaolack, Louga et Fatick - dans le cadre de son assistance technique. Ce programme vise à améliorer les compétences des femmes dans la transformation et la commercialisation des produits agricoles, dans le cadre des efforts visant à promouvoir l'autonomisation économique des femmes, en renforçant leurs connaissances, leur productivité et leurs compétences en matière de commercialisation. Au total, 190 femmes ont bénéficié directement de cette assistance technique en tant que bénéficiaires principales, dont 120 femmes dans le domaine de la transformation des produits agricoles (40 femmes par région) et 70 femmes dans le cadre de la création d'exploitations d'élevage de volailles et de production d'œufs. L'impact de cette assistance a également permis à plus de 600 femmes rurales de bénéficier indirectement du programme en tant que bénéficiaires secondaires, ce qui a conduit à ce que plus de 1 200 autres ménages tirent également profit de cette initiative.

## Mise en lumière :

### Projet

**Le LIMPAC collabore avec la BADEA et l'ACBF pour fournir un appui au renforcement des capacités et des fonds d'amorçage aux coopératives féminines au Libéria**

Pays



Libéria



Le Gouvernement du Libéria, par l'intermédiaire du Centre d'analyse des politiques macroéconomiques (LIMPAC) relevant du Ministère des Finances et de la Planification du développement, avec l'appui de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) et de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF), a organisé des programmes de formation destinés au renforcement des capacités de soixante femmes entrepreneures libériennes, dont des femmes actives dans le secteur agricole. Au cours de la même période, un Forum de plaidoyer pour l'autonomisation des femmes a également été organisé, permettant le renforcement des compétences de plus de 150 femmes entrepreneures et cheffes d'entreprises libériennes.

Outre ces formations et ce forum de plaidoyer, la Banque, par l'intermédiaire de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique, a également fourni environ 25 000 dollars américains sous forme de fonds d'amorçage (capital initial) au profit de cinq coopératives féminines.

## Mise en lumière :

### Projet

#### Projet cacao en Afrique de l'Ouest

- Financement conjoint avec plus de 20 autres prêteurs, pour un montant total de 1,3 milliard de dollars américains en 2022, afin de soutenir le secteur de la production de cacao dans le pays cible.
- Ce financement, en complément du soutien des autres partenaires financiers, a permis de contribuer à la réalisation d'importantes transformations sociales et environnementales, conformément au rapport sur l'impact environnemental et social 2022 du prêteur. Les initiatives mises en œuvre ont notamment concerné le reboisement, les projets éducatifs, l'autonomisation économique des femmes et l'adoption de techniques agricoles durables.
- Le financement a contribué à produire des effets sociaux et environnementaux positifs, comme l'indique le rapport d'impact environnemental et social pour l'année 2022.



**Réduction du travail des enfants grâce aux actions suivantes :**



**Bourses scolaires** accordées aux enfants de producteurs de cacao : 29 800 élèves bénéficient chaque année de ces bourses depuis 2011/2012



**Construction d'écoles** pour les communautés défavorisées dans le pays cible : 14 écoles construites dans 14 districts situés dans les zones de culture du cacao



**Formation des femmes** : 13 241 femmes ont bénéficié de formations à travers le modèle GIZ des écoles d'agriculture commerciale, visant à améliorer l'efficacité, la rentabilité et les revenus, contribuant ainsi à la lutte contre le travail des enfants.



**Producteurs bénéficiaires** : plus de 547 935 agriculteurs.



**Programme d'amélioration de la productivité** : augmentation du rendement par hectare, passant de 450 kg à 600 kg, soit une hausse de 33 % de la productivité.



**Programmes de durabilité environnementale et sociale** : formation des agriculteurs aux pratiques de production durable et respectueuse de l'environnement (25 052 agriculteurs participants), incluant des initiatives de protection des forêts et de reboisement, avec plus de 20 millions d'arbres restaurés.



## Mise en lumière :

### Projet

## Projet de développement des marchés urbains et de commercialisation des produits agricoles (phase II) - Ouganda

Pays



Ouganda

### Indicateur de résultat

### Résultats obtenus



Marchés auxiliaires construits

2 marchés, comprenant 917 kiosques, 337 étals, 1 323 espaces couverts, 56 installations liées à l'agriculture et 11 espaces auxiliaires (dont des crèches, des bureaux, des salles de réunion, une clinique, un poste de police et des sanitaires)



Vendeurs actifs opérant dans les marchés

1 000



Femmes vendeuses

70 % du total



Emplois créés

600



Population bénéficiaire

1 000 000 (y compris vendeurs, agriculteurs, clients/consommateurs, transporteurs de marchandises, assistants et travailleurs)



Le Projet de développement des marchés urbains et de commercialisation des produits agricoles (UMMDAP) faisait partie du troisième plan de développement du gouvernement (2005-2009), qui mettait l'accent sur la réduction de la pauvreté, l'augmentation des revenus ainsi que le renforcement et la modernisation de la production agricole. La création de marchés devait offrir aux petits exploitants agricoles et aux agriculteurs à faible revenu la possibilité d'augmenter leurs revenus et d'améliorer leurs conditions de vie. L'objectif général du projet UMMDAP était de promouvoir et de développer le secteur agricole à travers : la mise à disposition de débouchés pour les produits agricoles ; b) l'offre d'opportunités aux petits exploitants des zones rurales pour vendre leurs produits à des prix plus avantageux que ceux pratiqués à la sortie de l'exploitation, ce qui contribuerait à améliorer leurs revenus et, par conséquent, à réduire la pauvreté dans les zones rurales. La Banque arabe pour le développement économique en Afrique a approuvé un prêt d'un montant de 10,00 millions de dollars américains, représentant 87,1 % du coût total du projet.

## Mise en lumière :










### Projet

## Projet de développement rural – Guinée 2016 – 44 millions de dollars américains

Pays



Guinée

| Indicateur de résultat  | Résultats obtenus |
|---|-------------------|
|  Augmentation de la superficie consacrée à la culture maraîchère                             | 1 015             |
|  Augmentation de la superficie des plantations d'arbres fruitiers (manguiers et anacardiers) | 780               |
|  Routes rurales revêtues de gravier  | 350               |
|  Puits creusés et équipés  | 400               |
|  Entrepôts construits  | 8                 |
|  Unités de refroidissement construites   | 3                 |
|  Augmentation de la production   | 90                |
|  Bénéficiaires directs   | 1 400 000         |
|  Femmes bénéficiaires (%)  | 60                |



Le projet vise à accroître la production, à améliorer la qualité et à contribuer à la création de marchés pour les fruits et légumes. Les résultats attendus comprennent l'amélioration des revenus des producteurs et l'encouragement des exportations agricoles, tout en assurant une exploitation optimale des ressources naturelles et en réduisant la dépendance de l'économie nationale à l'égard du secteur minier, contribuant ainsi à atténuer la pauvreté dans les zones rurales ciblées. Ces objectifs ont été poursuivis à travers la mise en valeur de nouvelles terres agricoles et l'amélioration des infrastructures économiques et sociales des populations rurales, notamment les routes et l'approvisionnement en eau. Le projet a également prévu la construction d'unités de refroidissement et d'entrepôts, la création de pépinières, ainsi que la fourniture d'intrants agricoles et d'un appui technique aux agriculteurs.

Le projet a été cofinancé par la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, le Fonds de l'OPEP pour le développement international et le Gouvernement.

## Mise en lumière :









### Projet

Pays



Éthiopie

**Projet de soutien à l'amélioration de la productivité agricole dans les zones agro-industrielles intégrées et à l'emploi des jeunes - Éthiopie - 2020 - 114 millions de dollars américains**

| Indicateur de résultat   | Résultats obtenus                          |
|--|--|
|  Terres irriguées aménagées                                     | <b>15 149 HECTARES</b>                     |
|  Travaux de conservation des sols réalisés                      | <b>4 000 HECTARES</b>                      |
|  Augmentation de la productivité                                | <b>15 %</b>                                |
|  Petites et moyennes entreprises créées                         | <b>40 000</b>                              |
|  Jeunes formés  | <b>12 500</b>                              |
|  Emplois créés  | <b>200.000</b>                             |
|  Part des femmes dans les emplois créés                         | <b>50 %</b>                                |
|  Augmentation de la valeur totale des nouveaux investissements | <b>De 0 en 2020 à 1 000 000 d'ici 2026</b> |



Dans le cadre du deuxième Plan national de croissance et de transformation (2015-2019), le Gouvernement éthiopien a entrepris de développer le secteur agro-industriel du pays. Dans cette perspective, le gouvernement a lancé, en 2017, une première phase du projet consistant à créer des zones agro-industrielles intégrées dans les régions du Tigré, d'Amhara, d'Oromia et des Nations, Nationalités et Peuples du Sud, projet financé par plusieurs partenaires au développement, dont la Banque africaine de développement.

Le présent projet constitue la deuxième phase de ce programme de mise en place des zones agro-industrielles intégrées. Il vise à améliorer la production et la productivité agricoles dans les zones environnantes de ces pôles industriels de 15 %, afin d'assurer un approvisionnement suffisant en produits agricoles, de renforcer l'exploitation de ces zones industrielles, d'accroître leur productivité et d'améliorer leur attractivité pour les investisseurs.

Le projet a été cofinancé par la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, la Banque africaine de développement et le Gouvernement.

## Mise en lumière :

### Projet

### Développement des capacités numériques des coopératives agricoles en Ouganda, au Zimbabwe et au Soudan du Sud

### Pays



Ouganda Zimbabwe Soudan



L'opération proposée vise à doter les femmes et les jeunes des zones rurales des compétences numériques nécessaires à la transformation agricole et commerciale, à travers des activités de formation, le soutien aux projets agricoles et la création de centres d'apprentissage numérique.

Elle comprend plus particulièrement :

- **Le développement des compétences** des femmes et des jeunes dans l'utilisation des technologies et des outils numériques, ainsi que dans l'entrepreneuriat.
- **L'application des technologies numériques** dans l'apprentissage agricole et les services de conseil et d'encadrement agricole.
- **La promotion de l'utilisation des plateformes numériques** pour la commercialisation des projets portés par les femmes et les jeunes.

L'opération sera mise en œuvre par l'Agence de recherche et d'éducation, et devrait permettre d'atteindre les résultats suivants :

- Renforcement des connaissances numériques chez les femmes et les jeunes dans les zones rurales.
- Amélioration de l'accès aux connaissances agricoles et aux services de conseil agricole grâce aux plateformes numériques.
- Renforcement des capacités commerciales des femmes entrepreneures et des jeunes par l'intégration des technologies numériques.
- Fonctionnement durable des laboratoires d'apprentissage numérique dans les écoles et les communautés rurales.
- Intégration de la technologie numérique dans les programmes d'enseignement et d'apprentissage.
- Autonomisation des communautés rurales par l'accès aux technologies et services numériques et leur intégration dans les projets économiques.
- Soutien au renforcement de l'intégration régionale grâce à l'établissement de partenariats entre les pays.

La Banque a contribué à cette assistance technique à hauteur d'un montant total de 495 000 dollars américains.

## Mise en lumière :

### Projet

## Programme de renforcement des capacités pour l'autonomisation des femmes et des jeunes dans le secteur agricole (régional)

### RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR LES JEUNES ET LES FEMMES DANS LE SECTEUR AGRICOLE

Programme d'**ACBF**  
financé par la **BID** et **BADEA**



Le programme vise à :

- **Renforcer les capacités de gestion** des jeunes et des femmes dans la conduite de leurs projets agricoles et le développement de leurs activités.
- **Développer les capacités des associations agricoles** afin de combler les lacunes organisationnelles, administratives, stratégiques et de gouvernance, ainsi que les insuffisances en matière de leadership et de gestion opérationnelle. L'objectif est de leur permettre de jouer pleinement leur rôle dans l'accompagnement et le soutien aux porteurs de projets agricoles, notamment par la fourniture d'intrants agricoles, l'encouragement des activités agricoles et l'accès aux opportunités de financement, contribuant ainsi au renforcement des chaînes de valeur agricoles dans les sept pays concernés.

Le programme sera mis en œuvre par la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF). Les résultats attendus comprennent notamment :

- La réalisation de recherches analytiques dans le secteur agricole, ainsi que la publication des résultats et études relatifs à l'agriculture et aux chaînes de valeur agricoles dans les sept pays, avec l'identification des lacunes existantes dans ces chaînes de valeur.
- L'identification des chaînes de valeur agricoles et des produits agricoles susceptibles de bénéficier de financements dans les sept pays ciblés.
- La documentation des analyses et recherches relatives aux femmes et aux jeunes travaillant dans le secteur agricole dans les pays concernés.
- La restructuration stratégique et organisationnelle de 14 associations agricoles.
- La formation de 196 femmes et jeunes actifs dans l'agriculture à travers un programme de formation de formateurs.
- La formation de 2 800 jeunes et agriculteurs dans le cadre des programmes de formation de formateurs mentionnés.
- La supervision de 56 programmes de formation de formateurs destinés aux représentants des groupes de jeunes universitaires et des associations ou coopératives agricoles féminines.
- L'octroi à 14 jeunes femmes et hommes de subventions destinées à des propositions de projets dans le secteur agricole.

Le programme a été cofinancé par la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (410 000 dollars américains), la Banque islamique de développement (176 050 dollars américains) et la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (63 757 dollars américains).

# PERSPECTIVES D'AVENIR

L'autonomisation des femmes en Afrique constitue un concept multidimensionnel englobant divers efforts visant à renforcer les droits, les opportunités et le statut des femmes à travers le continent. Bien que l'Afrique soit caractérisée par une grande diversité et fasse face à des défis variés selon les régions, plusieurs thèmes communs se dégagent dans la poursuite de l'autonomisation des femmes.

L'importance que la Banque arabe pour le développement économique en Afrique accorde à l'autonomisation des femmes en Afrique subsaharienne ne saurait être surestimée. Consciente du rôle central des femmes dans la promotion du développement durable, la Banque a réalisé des avancées significatives en matière de promotion de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes dans l'ensemble de la région. À travers diverses initiatives, la Banque a facilité l'accès au financement, mis en œuvre des programmes de renforcement des capacités et soutenu les initiatives entrepreneuriales dirigées par des femmes. En

renforçant l'autonomisation économique et sociale des femmes, la Banque contribue non seulement à améliorer la situation des individus, mais également à stimuler un progrès sociétal plus large, favorisant ainsi une croissance inclusive et la prospérité en Afrique subsaharienne.

Le renforcement de l'autonomisation des femmes en Afrique nécessite des efforts coordonnés à travers différents secteurs et niveaux de la société. Les principaux domaines dans lesquels la Banque envisage d'intensifier ses interventions comprennent notamment :



## 1. Éducation et développement des compétences

Investir dans les programmes d'éducation des filles et de développement des compétences afin de garantir un accès équitable à une éducation de qualité. Cela inclut des initiatives visant à lever les obstacles tels que la pauvreté, les mariages précoces et les normes culturelles limitant l'accès des filles à l'école.



## 2. Autonomisation économique

Garantir l'accès des femmes aux ressources, aux services financiers et aux opportunités d'emploi. Les initiatives telles que le micro financement, la formation professionnelle, les programmes d'entrepreneuriat et le soutien aux entreprises détenues par des femmes jouent un rôle essentiel dans le renforcement de leur indépendance économique et dans la réduction de la pauvreté.



## 3. Accès aux soins de santé

Améliorer l'accès aux services de santé, y compris les soins de santé reproductive, les services de maternité et la planification familiale. Cela implique également d'investir dans les infrastructures sanitaires et les campagnes de sensibilisation afin de lever les obstacles culturels et d'améliorer la santé des femmes.



## 4. Réformes juridiques

Promouvoir des réformes législatives visant à protéger les droits des femmes et à lutter contre la violence basée sur le genre, la discrimination et les inégalités devant la loi. Cela inclut le renforcement des mécanismes d'application des lois ainsi que la fourniture d'une assistance juridique et de services de soutien aux femmes victimes de violences ou de discrimination.



## 5. Participation communautaire

Impliquer les communautés dans la promotion de l'égalité entre les sexes et la remise en cause des normes et pratiques culturelles préjudiciables. Cela passe par la sensibilisation aux droits des femmes et par la création de plateformes de dialogue et de coopération pour traiter les questions de genre au niveau communautaire.



## 6. Technologie et innovation

Exploiter le potentiel de la technologie et de l'innovation pour élargir l'accès des femmes à l'information, aux ressources et aux opportunités. Cela inclut la formation à la culture numérique, le soutien aux start-up technologiques dirigées par des femmes et l'utilisation des technologies dans les initiatives d'éducation, de santé et d'autonomisation économique.





### 7. Renforcement des capacités et réseautage

Offrir des formations, du mentorat et des opportunités de réseautage afin de renforcer les compétences en leadership et en entrepreneuriat des femmes. Il s'agit également de créer des plateformes permettant aux femmes d'échanger leurs expériences et de se soutenir mutuellement dans leur développement personnel et professionnel.



### 8. Soutien aux politiques et aux institutions

Promouvoir des politiques et des cadres institutionnels favorisant l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes, notamment en veillant à ce que les budgets et programmes gouvernementaux tiennent compte des questions de genre et répondent aux besoins spécifiques des femmes et des filles.

D'une manière générale, la réalisation de l'autonomisation des femmes en Afrique exige une approche globale visant à traiter les inégalités structurelles, les normes culturelles et les obstacles systémiques, tout en renforçant les droits des femmes, leur capacité d'action et leur participation à tous les secteurs de la société. La Banque veillera à renforcer la coopération entre les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les organisations internationales afin de faire progresser l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes sur le continent.



***La réalisation de l'autonomisation des femmes en Afrique exige une approche globale visant à traiter les inégalités structurelles, les normes culturelles et les obstacles systémiques, tout en renforçant les droits des femmes, leur capacité d'action et leur participation à tous les secteurs de la société. La Banque veillera à renforcer la coopération entre les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les organisations internationales afin de faire progresser l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes sur le continent.***



# Annexe (1)

## Opérations de renforcement des capacités et d'assistance technique pour l'autonomisation des femmes en Afrique subsaharienne

| Pays                         | Opération  |
|------------------------------|--|
| Burkina Faso                 | Soutien au financement d'activités génératrices de revenus pour les femmes   |
| Côte d'Ivoire                | Assistance technique pour soutenir les projets générateurs de revenus pour les femmes (Association féminine CAWTAR)        |
| Côte d'Ivoire                | Renforcement des capacités productives des associations agricoles féminines dans la région de Bontchani                    |
| Régional                     | Renforcement du rôle des femmes africaines dans l'industrialisation  |
| Régional                     | Assistance technique pour renforcer les capacités des femmes dans le secteur agricole                                      |
| Sénégal                      | Appui institutionnel aux groupements de femmes dans le bassin du fleuve Sénégal  |
| Sénégal                      | Assistance technique pour financer des projets générateurs de revenus pour les femmes                                      |
| Guinée                       | Projet pilote pour l'autonomisation des femmes   |
| Tanzanie, Zambie et Zimbabwe | Développement des capacités des entrepreneurs agricoles (femmes et jeunes)   |
| Régional                     | Développement des capacités des entrepreneurs agricoles (femmes et jeunes)   |
| Régional                     | Renforcement des capacités des femmes entrepreneures africaines dans l'artisanat   |
| Côte d'Ivoire                | Programme de renforcement des capacités pour l'autonomisation des femmes dans le secteur agricole dans sept pays africains |
| Sierra Leone                 | Renforcement des capacités des femmes entrepreneures africaines dans l'artisanat   |
| Régional                     | Assistance technique pour renforcer les capacités des femmes dans le secteur agricole                                      |
| Côte d'Ivoire                | Autonomisation économique des femmes rurales   |
| Régional                     | Appui institutionnel pour renforcer l'entrepreneuriat des jeunes   |
| Régional                     | Assistance technique pour soutenir le financement des femmes entrepreneures dans six pays africains                        |
| Régional                     | Assistance technique pour renforcer les capacités des femmes dans le secteur agricole                                      |
| Régional                     | Assistance technique pour soutenir les projets générateurs de revenus pour les femmes (Association féminine CAWTAR)        |
| Régional                     | Formation des femmes rurales dans le domaine de l'extension du développement rural   |
| Régional                     | Renforcement du rôle des femmes africaines dans l'industrialisation  |
| Régional                     | Assistance technique pour soutenir le financement des femmes entrepreneures dans six pays africains                        |



|          |   |
|----------|---|
| Régional | Assistance technique pour soutenir les activités féminines de couture et de broderie (phase III)  |
| Régional | Programme de formation en microprojets agricoles pour les femmes rurales dans les pays africains anglophones  |
| Régional | Formation des femmes rurales dans le domaine de l'extension du développement rural  |
| Régional | Programme de formation aux microprojets pour les femmes dans les pays africains francophones  |
| Régional | Assistance technique pour financer le Forum des femmes d'affaires arabo-africaines  |
| Régional | Financement de la conférence et promotion des produits industriels arabo-africains des femmes d'affaires  |
| Régional | Douzième conférence arabo-africaine des femmes d'affaires et des professions  |
| Régional | Programme de formation au financement des microprojets agricoles pour les femmes rurales dans les pays africains anglophones  |
| Régional | Financement de la treizième conférence arabo-africaine des femmes d'affaires et des professions (29/04-01/05/2014)  |
| Régional | Soutien aux activités féminines dans les domaines de la couture et de la broderie   |
| Régional | Soutien aux activités féminines de couture  |
| Régional | Financement de la conférence et promotion des produits industriels arabo-africains des femmes d'affaires  |
| Regional | Parrainage d'un forum sur l'autonomisation des femmes et des jeunes en Afrique, organisé en marge de la cinquante-troisième réunion annuelle des ministres des finances, de la planification et du développement économique des pays africains. |







**Le bureau principal**

BANQUE ARABE POUR

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE

Tour Al-Amiriya, district d'Al-Olaya,  
route King Fahd, numéro de bâtiment 7922,  
sous-numéro 4091, code postal 12333

Riyad - Arabie Saoudite

Tel : +966-112881180

Fax : +966-112881181

E-Mail: [badea@badea.org](mailto:badea@badea.org)

**Bureau du Caire:**

BANQUE ARABE POUR

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE

AFREXIMBANK, 72B El-Maahad El-Eshteraky,

El-Montaza, Heliopolis(7),

Cairo Governorate 11341

Arab Republic of Egypt

Tel/Fax : 20-2-4502021

E-Mail: [badea@badea.org](mailto:badea@badea.org)

[www.badea.org](http://www.badea.org)

